

Le risque nucléaire de retour entre Washington et Moscou, mais aussi Pékin

- Par [Alexis Feertchak](#)

DÉCRYPTAGE - Mettant leur menace à exécution, les Américains déclenchent leur retrait d'un traité nucléaire passé avec Moscou à la fin de la Guerre froide. Ils accusent les Russes de ne plus le respecter, mais veulent surtout avoir les mains libres face à la Chine. Dans la foulée, Poutine a fait de même.

Un air de «crise des euromissiles» plane entre les deux superpuissances de la Guerre froide, alors que les États-Unis ont mis leur menace d'octobre dernier à exécution en décidant ce vendredi [de se retirer du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaires](#) (INF en anglais). Avec ce retrait effectif dans six mois, le duel géopolitique entre Moscou et Washington prend une tournure nucléaire, menaçant de fragiliser l'architecture de désarmement mise en place depuis la Guerre froide. Mais les similitudes avec cette période cachent de profondes différences. Les États-Unis souhaitent surtout se retirer de l'INF car [la Chine ne fait pas partie de ce traité bilatéral russo-américain](#), ce qui donne à celle-ci un avantage stratégique en Asie. Moscou a également décidé de se retirer, non pas à cause de la Chine, mais arguant que Washington avait violé le texte. Vladimir Poutine a dit appuyer la proposition de son ministre de la Défense d'entamer la mise au point de missiles supersoniques de portée intermédiaire.

Le traité INF porte assez mal son nom car, depuis 1987, il interdit à Moscou et à Washington de tester, de produire et de déployer tout missile terrestre d'une portée de 500 à 5 500 km, qu'il dispose d'une charge nucléaire ou non. Dans les années 1980, avec le face-à-face des SS-20 soviétiques et des Pershing-II américains, la dimension nucléaire l'emportait certes largement. Dans cette même veine, [les États-Unis accusent depuis 2014 la Russie d'avoir testé un nouveau missile](#), le 9M729, dont la portée dépasserait les 500 km. «Si l'accusation n'est pas nouvelle, il y a eu un changement de méthode, explique Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS). Obama et ses alliés souhaitaient que Moscou respecte le traité, Trump, et peut-être surtout, son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, souhaitaient en sortir».

Les bases américaines à portée des missiles chinois

Si les Russes assurent que la portée de leur missile n'excède pas 480 km, beaucoup d'experts en doutent. Du côté de Moscou, la méfiance, ancienne, remonte à 2001 lorsque les États-Unis sont sortis unilatéralement d'un autre traité de la Guerre froide, [le traité ABM \(Anti-Ballistic Missile\) de 1972](#), qui limitait les capacités anti-missiles des deux superpuissances. Depuis les années 1990, les États-Unis souhaitent déployer en Europe comme en Asie [un «bouclier» pour se protéger des États qu'ils qualifient de «voyous», comme l'Iran ou la Corée du Nord](#). Mais Pékin et Moscou ont toujours considéré que ce bouclier leur était aussi destiné, ce que confirme pour la première fois [la revue stratégique nucléaire \(NPR\) américaine de 2018](#). Pour

les Russes et les Chinois, ces missiles intercepteurs américains menacent de réduire la crédibilité de leur dissuasion nucléaire tandis que leurs rampes de lancement pourraient aussi servir à tirer des missiles offensifs interdits par l'INF.

«700 millions d'Européens vont se retrouver avec davantage d'armes nucléaires au-dessus de leurs têtes, redoute Jean-Marie Collin, porte-parole de [la campagne ICAN France](#), qui milite pour un désarmement nucléaire global de la planète. On sait ce qui s'est passé dans les années 1980. On ne peut pas revivre l'histoire une seconde fois. On n'aura peut-être pas la même chance». Mais, à la différence de la crise des «euromissiles», le bras de fer se joue aussi sur le continent asiatique où la Chine, qui n'est pas liée par le traité, développe [un programme balistique et nucléaire qui inquiète Washington](#). «Il n'y a pas de volonté américaine de rester dans le traité parce que Washington veut avoir les mains libres face à Pékin», analyse Corentin Brustlein, chercheur à l'IFRI. Déjà, en octobre dernier, lorsqu'il avait annoncé qu'il pourrait se retirer du traité, [Trump avait nommé cité Pékin](#). «La grande majorité de l'arsenal balistique chinois est constituée de missiles qui sont interdits pour les Américains et les Russes dans le cadre du traité, précise Antoine Bondaz. Cet arsenal permet notamment à Pékin de menacer les bases américaines dans la région Asie-Pacifique, de la Corée du Sud à Guam en passant par le Japon». Pékin a aussi mis au point des missiles balistiques d'une portée de 3 000 à 4 000 km destinés à la lutte antinavires qui pourraient menacer la dizaine de porte-avions de l'US Navy, sur laquelle repose la capacité de projection des Américains.

L'Europe, grande perdante

Que va-t-il se passer? «L'une des principales variables va être l'attitude russe. Jusqu'à maintenant, ils ont tenté de tenir [une ligne se voulant diplomatiquement respectable](#) pour que la fin du traité ne leur soit pas imputée», remarque Corentin Brustlein, faisant référence à une conférence de presse, il y a quelques jours, où le ministre russe de la Défense russe a présenté devant un parterre de journalistes les caractéristiques du missile incriminé. «Ils pourraient continuer à faire ce qu'ils font, c'est-à-dire produire des missiles hier interdits de façon discrète, en continuant de le nier afin de compliquer la manœuvre diplomatique américaine», précise le chercheur de l'IFRI. [Une certitude pour son confrère de la FRS est que «l'Europe est la grande perdante politique du retrait d'un traité qui symbolisait pour les Européens la fin de la Guerre froide».](#)

[Sur le plan stratégique il est encore trop tôt pour se prononcer. De nouveaux missiles seront-ils déployés en Europe? Seraient-ils de fabrication américaine ou européenne? De nombreuses questions se posent, notamment celle de l'autonomie stratégique de l'Europe, régulièrement mise en avant par les dirigeants européens. «Nous n'en sommes pas encore là, mais si les Américains souhaitent déployer de nouveaux missiles en Europe, l'une des difficultés sera de trouver des pays qui acceptent de les accueillir sur leur sol. Les opinions publiques n'y seront pas forcément favorables», ajoute Corentin Brustlein. La même question se posera d'ailleurs en Asie où \[les opinions publiques, par exemple sud-coréenne et japonaise, sont peu favorables à cette idée\]\(#\). «C'est le pari des experts chinois qui considèrent que les pays de la région refuseront», abonde Antoine Bondaz.](#)

Après l'INF, New Start?

Un autre sujet d'inquiétude concerne les autres traités de désarmement, multilatéraux - comme [le traité de non-prolifération nucléaire \(TNP\) de 1968](#) - ou bilatéraux entre la Russie et les États-Unis. «Le contexte général se dégrade. C'est toute l'architecture de contrôle des armements et du désarmement qui est fragilisée», estime Antoine Bondaz, citant [le cas nord-coréen](#). Selon le TNP, seuls cinq États sont censés être «dotés» de la bombe nucléaire (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni). Or, dans les faits, neuf en disposent aujourd'hui (avec en plus Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord).

La crainte d'une nouvelle prolifération concerne notamment [l'arsenal nucléaire chinois](#), certes incomparablement plus faible (environ 200 têtes nucléaires, il y a quelques années) que celui des États-Unis ou de la Russie (près de 1500, chacun). «Hélas, ce n'est pas aussi simple car Pékin possède un arsenal très opaque et en forte expansion, à la fois qualitative et quantitative», note Corentin Brustlein. Les Chinois investissent notamment le domaine des sous-marins nucléaires d'engin et des bombardiers stratégiques, pour lesquels ils accusaient jusqu'à maintenant un sérieux retard sur les Américains et les Russes. Surtout, en matière de dissuasion nucléaire, les Russes et les Américains s'équilibrent mutuellement par un traité bilatéral de 2010 nommé New Start, qui faisait suite aux traités SALT et START. Ce traité nucléaire délimite le nombre de vecteurs - missiles intercontinentaux (plus de 5500 km), missiles tirés depuis les sous-marins, bombardiers - et de têtes nucléaires (plafond de 1550 chacun).

[Le risque ultime serait qu'après le traité INF, le traité New Start passe lui aussi par perte et profit](#). Le traité expire en effet en 2021 et des négociations doivent avoir lieu entre Moscou et Washington pour lui trouver un successeur. «Le traité prévoit la possibilité d'une extension jusqu'à cinq ans. Mais encore faudrait-il que Moscou et Washington tombent d'accord, précise Corentin Brustlein. Leur position n'est pas claire. [Les Russes ont déclaré souhaiter une telle prolongation](#), mais dans le même temps, Vladimir Poutine a annoncé le développement de [nouveaux types de systèmes d'armes nucléaires](#) pour contourner les défenses anti-missiles américaines. Or, ces armes, pour la plupart, ne sont pas contraintes par le traité New Start. Dans ce contexte, nous avons certes encore du temps et les négociations n'ont pas besoin d'être longues pour aboutir, mais je suis pessimiste sur la volonté des États-Unis de prolonger le traité. Bolton a eu la peau de l'INF, il pourrait ne pas s'arrêter là».